

Robert Marjolin, Le travail d'une vie: Mémoires (1911-1986)

Légende: Dans ses Mémoires, Robert Marjolin évoque les difficultés pour parler liés au projet d'union politique européenne et rappelle l'attitude particulière des trois partenaires du Benelux.

Source: MARJOLIN, Robert. Le travail d'une vie, Mémoires (1911-1986). Paris: Robert Laffont, 1986. 445 p. ISBN 2-221-01241-0. (Notre époque).

Copyright: (c) Robert Laffont

Tous droits des auteurs des oeuvres réservés. Sauf autorisation, la reproduction ainsi que toute utilisation des oeuvres autre que la consultation dans le cercle familial et/ou privé et la publication dans un but rigoureusement scientifique sont interdites.

URL: http://www.cvce.eu/obj/robert_marjolin_le_travail_d_une_vie_memoires_1911_1986-fr-5d45dbec-46b1-4ff6-8f72-ef886a6e9145.html

Date de dernière mise à jour: 21/10/2012

Robert Marjolin, *Le travail d'une vie: Mémoires (1911-1986)*

[...]

Ces propositions prirent, à un moment de la négociation, le nom d'« Union des Etats ». Il ne s'agissait pas bien entendu d'une Europe supranationale, ni d'une fédération ni même de l'application à un nouveau champ d'action de la méthode dite communautaire, entendant par là le système d'institutions créé par le traité de Rome et les rapports entre les différentes institutions qu'il prévoyait. L'Union des Etats devait consister exclusivement en une coopération intergouvernementale.

[...]

L'affaire fut engagée entre de Gaulle et Adenauer les 29 et 30 juillet 1960. Les discussions se poursuivirent jusqu'au 27 avril 1962, donc pendant près de deux ans. La solidarité franco-allemande ne se démentit à aucun moment, les deux pays étant en général soutenus par l'Italie. La résistance vint du Bénélux, dès le début des Pays-Bas et un peu plus tard de la Belgique ; ce sont ces deux pays qui prirent la responsabilité de l'échec final.

Belges et Hollandais désiraient que l'Angleterre fût associée aux discussions politiques que les Six ouvraient entre eux, même avant qu'elle ne devint membre de la Communauté Economique Européenne. Accessoirement, ils prenaient la position qu'en l'absence des Britanniques, la seule Europe politique concevable était une Europe supranationale. Le fond de l'affaire était que ces petits pays du Nord redoutaient avant tout une hégémonie franco-allemande, donc, à l'époque considérée, une hégémonie française ; ils étaient fidèles à leur politique traditionnelle de chercher en Angleterre un contrepoids à la puissance de leurs voisins du Sud et de l'Est. A travers l'Angleterre, c'est sur l'Amérique qu'ils comptaient, considérant que l'Angleterre présente, les Etats-Unis exerceraient leur influence sur l'union politique européenne.

Les Français, de leur côté, n'étaient pas sans arrière-pensées. C'est du moins l'impression qu'ils donnèrent au cours de ces deux années. On put penser à un certain moment qu'ils avaient l'intention d'intégrer le Marché Commun et ses institutions dans la construction politique qu'ils proposaient et de leur enlever ainsi la spécificité que le traité de Rome leur avait donnée. Les institutions communautaires auraient été ainsi transformées en institutions intergouvernementales. A un certain point de la négociation, ils affirmèrent que telles n'avaient jamais été leurs intentions.

Par contre, nos partenaires savaient fort bien que le général de Gaulle était fondamentalement hostile à l'entrée de l'Angleterre dans le Marché Commun, bien qu'il n'eût pas eu encore l'occasion de le dire publiquement. Ils savaient aussi qu'à la première occasion, il sortirait de l'O.T.A.N. Or, non seulement pour le Bénélux, mais aussi pour l'Italie et, encore plus, pour l'Allemagne, la participation à une organisation militaire intégrée était une garantie de sécurité, à laquelle ces pays n'étaient absolument pas disposés à renoncer.

[...]

Comment espérer définir une politique étrangère et une politique de défense communes avec des associés qui ne partageaient absolument pas cette obsession ? Presque toutes les initiatives gaullistes en matière de relations internationales provoquaient des réactions vives, sinon violentes, de la part des pays du Bénélux et d'une partie considérable de l'opinion allemande. Le seul atout du général de Gaulle dans cette affaire était l'appui que lui accordait presque toujours Adenauer, l'espèce de fascination qu'il exerçait sur le vieux chancelier. Mais la grande majorité de l'opinion allemande suivait difficilement celui-ci : elle était fondamentalement atlantiste et considérait avec inquiétude et ressentiment toute manifestation de doute à l'égard des intentions américaines. Il faut dire que le danger soviétique était plus proche pour elle et plus manifeste que le risque de voir s'établir dans le monde, et en Europe en particulier, une domination américaine. En vérité, la politique étrangère allemande consistait en deux éléments : sécurité à l'Est, non-discrimination à l'Ouest. Sur ces deux points, et en particulier sur le premier, les Allemands étaient disposés

à s'en remettre aux Américains.

[...]